

La France est devenue une des menaces mondiales contre la liberté d'expression

PAR JONATHAN TURLEY, CHRONIQUEUR D'OPINION 6/07/2019 <https://thehill.com/opinion/civil-rights/451813-france-has-turned-into-one-of-the-worldwide-threats-to-free-speech>

Les opinions exprimées par les collaborateurs sont les leurs et non celles de The Hill.

Jonathan Turley est professeur Shapiro à la faculté de droit d'intérêt public à l'Université George Washington. Vous pouvez le suivre sur Twitter @Jonathan Turley.[La Bourse J.B. et Maurice C. Shapiro est un organisme qui donne beaucoup d'argent à la faculté de droit de l'Université George Washington NdT]



© Getty Images

La France est devenue l'une des menaces mondiales contre la liberté d'expression. Il y a juste un peu plus d'un an, le président français Emmanuel Macron est venu aux États-Unis pour y importer à Washington deux espèces potentiellement invasives. L'une était un arbre et l'autre était une répression contre la liberté d'expression. Ironiquement, peu après la plantation de l'arbre, les autorités l'ont déterré pour le mettre en quarantaine. Cependant, l'espèce la plus dangereuse était son fruit, le contrôle de l'expression, une proposition qui a entraîné les applaudissements les plus enthousiastes de la part de nos politiciens mal informés.

Alors que nos politiciens aux États-Unis se mettent à applaudir Macron comme des idiots de village, la plupart des Américains sont de fervents partisans de la liberté d'expression. C'est dans nos gènes. Cependant, sans se laisser décourager, Macron et d'autres en Europe s'apprêtent à imposer unilatéralement le contrôle de la parole sur Internet avec de nouvelles législations en France et en Allemagne. Si vous pensez qu'il s'agit d'une question européenne, détrompez-vous.

Macron et son gouvernement tentent d'éliminer de façon unilatérale les pensées haineuses sur Internet. Le Parlement français a adopté une nouvelle loi qui ne donnerait que 24 heures aux entreprises Internet comme Facebook et Google pour supprimer les propos haineux de leurs sites, sous peine d'une amende de 1,4 million de dollars par violation. Un vote final est attendu la semaine prochaine. L'Allemagne a adopté une mesure semblable l'an dernier et a imposé des amendes de 56 millions de dollars.

Les Français et les Allemands ont renoncé à essayer de convaincre les États-Unis de renoncer à leur liberté d'expression. Ils se sont rendu compte que ce n'était pas la chose à faire parce que imposer des amendes sclérosantes conduit les grandes entreprises à censurer la parole selon des normes mal définies. Le résultat pourrait en être la mise sous tutelle de la plus grande invention dans l'histoire du monde favorisant la liberté d'expression. Tout cela se passe sans le moindre soupçon d'opposition de la part du Congrès ou de la plupart des organisations de défense des libertés civiles.

La décision des Européens frappe dans un angle mort de la Constitution des États-Unis. Le Premier Amendement fait un excellent travail pour empêcher l'action du gouvernement contre la liberté d'expression, et la plupart des lois qui restreignent la liberté d'expression en Europe seraient inconstitutionnelles aux États-Unis. Cependant, bien que protégés contre Big Brother, nous nous retrouvons complètement vulnérables à Little Brother, composé de sociétés privées qui ont un large pouvoir discrétionnaire sur la réduction et le contrôle de la parole à travers le monde.

Les Européens savent qu'il est peu probable que ces entreprises retirent chirurgicalement du contenu pour des pays individuels. L'effet sera similaire à celui de l'"exception californienne". Tous les États sont assujettis à des normes identiques en matière d'émissions des véhicules en vertu du Clean Air Act [Le Clean Air Act se réfère, dans le monde anglophone, à une loi en matière de diminution du smog et de pollution de l'air en général NdT], mais la Californie a obtenu une exception pour établir des normes plus strictes. Plutôt que de créer des voitures spéciales pour la Californie, les normes plus strictes tendent à contrôler la conception des voitures. Lorsqu'il s'agit de contrôler l'expression, les Européens savent qu'ils peuvent limiter la parole non seulement dans leur pays, mais qu'ils peuvent aussi pratiquement le faire aux États-Unis et partout ailleurs.

En effet, les Européens s'appuient sur les succès passés. En 2013, un groupe d'étudiants juifs a utilisé les lois françaises pour poursuivre Twitter afin de l'obliger à divulguer l'identité des personnes ayant posté de façon anonyme des commentaires jugés antisémites. À son crédit, il faut reconnaître que Twitter s'est battu pour protéger l'anonymat, mais les tribunaux européens ont statué contre l'entreprise et, finalement, elle a cédé. L'anonymat disparaît aussi rapidement que la liberté d'expression est écrasée dans ces pays.

Macron sait que le contrôle européen de la parole est susceptible de se métastaser sur Internet. La liberté d'expression a déjà été mise à mal en Europe. Ces lois criminalisent la liberté d'expression selon des normes vagues faisant référence à l'"incitation" ou à l'"intimidation" d'autrui fondée sur la race ou la religion. Par exemple, le créateur de mode John Galliano a été reconnu coupable par un tribunal français d'avoir tenu des propos antisémites contre au moins trois personnes dans un bar parisien. Au moment de fixer la peine, la juge Anne Marie Sauteraud a donné lecture à Geraldine Bloch et Philippe Virgitti d'une liste des insultes proférées par Galliano. "Il a dit "sale pute" au moins mille fois," a-t-elle expliqué à haute voix.

Dans une autre affaire, le père de la candidate conservatrice française à la présidence Marine Le Pen a été condamné à une amende parce qu'il avait qualifié la minorité rom d' "odorante". Une mère française a été poursuivie parce que son fils est allé à l'école avec une chemise portant la mention "Je suis une bombe". Un Allemand a été arrêté pour avoir eu une sonnerie de téléphone avec la voix d'Adolf Hitler. Une politicienne conservatrice allemande a été placée sous enquête criminelle pour un

tweet dans lequel elle accusait la police d'apaiser "des bandes barbares d'hordes d'hommes violeurs musulmans". Même le ministre allemand de la Justice Heiko Maas a été censuré en vertu de ses propres lois pour avoir qualifié un auteur d'"idiot" sur Twitter.

Le résultat de ces lois mal définies est prévisible. Un récent sondage a révélé que seulement 18 % des Allemands estiment pouvoir s'exprimer librement en public. Plus de 31 pour cent ne se sont même pas sentis libres de s'exprimer en privé avec leurs amis. Seulement 17 pour cent des Allemands se sentaient libres de s'exprimer sur Internet, et 35 pour cent ont déclaré que la liberté d'expression est limitée à de petits cercles privés. C'est ce qu'on appelle un effet paralysant, et c'est cela qu'il faut craindre.

Les Nations Unies renouvellent également leurs appels à classer la propagande haineuse dans la catégorie crime international. Les nations musulmanes veulent que le blasphème y soit inclus, et Israël veut que l'antisémitisme soit criminalisé. Même dans notre propre pays, des politiciens comme Howard Dean et divers universitaires ont déclaré que les propos haineux ne sont pas protégés par le premier amendement. La représentante Frederica Wilson a demandé que les gens soient "poursuivis" pour s'être moqués des membres du Congrès. Un récent sondage a révélé que la moitié des étudiants aux États-Unis ne croient pas que la propagande haineuse devrait être protégée.

Il y a une triste et redoutable ironie dans le fait de voir la France prendre la tête des efforts visant à restreindre la liberté d'expression. Autrefois bastion de la liberté, la France est aujourd'hui devenue l'une des plus grandes menaces internationales à la liberté d'expression. Elle a même mené une répression contre la presse libre en poursuivant des journalistes sur le terrain criminel. Pendant des années, nous avons simplement regardé de notre côté de l'Atlantique et rejeté ces tendances comme une question européenne. Avec ces nouvelles lois, cependant, il s'agit d'un problème mondial. Ces espèces invasives sont sur le point d'être lâchées sans contrôle sur la toile mondiale.